



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

États-Unis

Le Congrès évite in extremis une paralysie de l'État fédéral

Les parlementaires américains avaient jusqu'à vendredi pour éviter une paralysie de l'Administration fédérale dès ce week-end. Il reste désormais le ... • (Page 08)

Espace

ArianeGroup se lance aux trousseaux de SpaceX

L'entreprise européenne va développer un mini- ... • (Page 08)



Afrique de l'Ouest / Lutte contre le blanchiment de capitaux • (Page 03)

Le GIABA sensibilise les OSC à Lomé



Agriculture / Investissement

• (Page 04)

L'irrigation pour assurer davantage la sécurité alimentaire

Événementiel & hébergement

Lancement de la plateforme Confordia

De jeunes togolais regroupés au sein de la start-up Confordia ont procédé ce ... • (Page 02)

Banque

Jubril Mobolaji Lawal nommé Dg Ecobank Nigéria

Le Groupe Ecobank, le premier groupe bancaire panafricain, annonce la nomination de Jubril Mobolaji Lawal ... • (Page 05)

Monnaie virtuelle

Des experts appellent à une crypto-monnaie africaine

Une crypto-monnaie commune et un marché des capitaux intégré pourraient stimuler le commerce en Afrique et soutenir la croissance après la ... • (Page 06)

Agriculture familiale au Togo

Le plan d'action 2021-2030 validé

Le plan d'action national pour la promotion de l'agriculture familiale (2021-2030) a été validé le vendredi 3 décembre 2021 au cours ... • (Page 11)



SETIF - TOGO Sarl - U

Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière
Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP

(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO

togsetif@gmail.com
www.setifogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Événementiel & hébergement

Lancement de la plateforme Confordia

De jeunes togolais regroupés au sein de la start-up Confordia ont procédé ce samedi 04 décembre au lancement à Lomé, de la plateforme Confordia.com, dédiée à la gestion de l'hébergement et de l'événementiel.

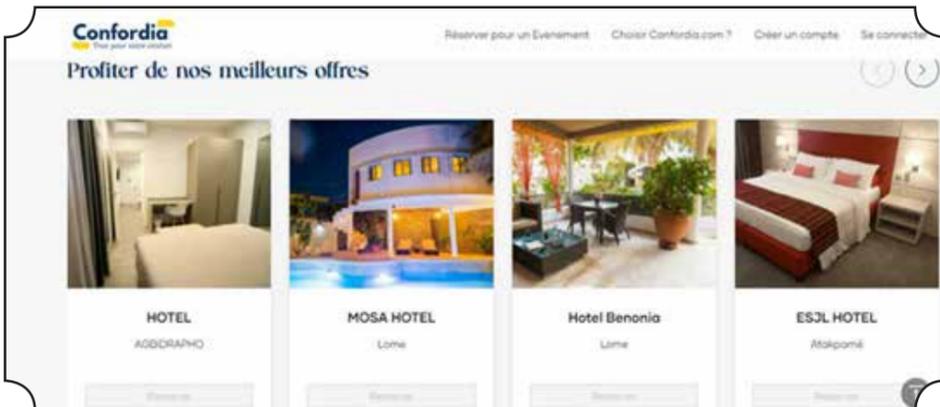
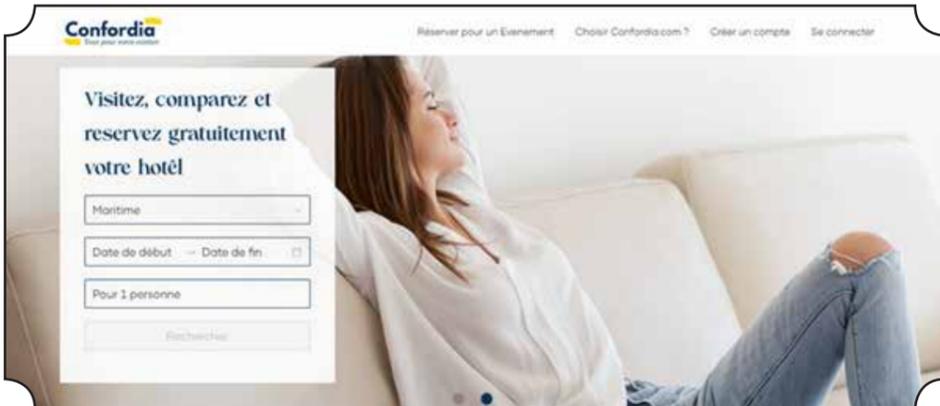
Les promoteurs de cette solution digitale, avant de s'aligner sur ces segments d'activités, déclarent avoir identifié un besoin en termes de facilitation de la recherche des hébergements (hôtels et appartements meublés), surtout à l'intérieur du pays. « Des gens qui viennent, expriment souvent ce besoin, mais il n'existe pas de solution digitale pour satisfaire leurs attentes. Notre initiative se veut donc une solution à ce besoin », a confié Anselme Efu, directeur général de Confordia et promoteur du projet Confordia.com, qui propose une solution non facturée aux clients. La société qui revendique 70 partenariats négociés avec les infrastructures d'accueil, intervient également pour « faciliter l'organisation des événements, de leur conception à leurs préparatifs, leur



organisation matérielle et logistique, voire des services connexes comme ceux d'hôtesse, la décoration, la restauration et autres », souligne son promoteur N°1. Concrètement, informe-t-on, un formulaire électronique est renseigné par le client sur confordia.com et, 48 heures après, les clients reçoivent

les offres. Des solutions permettant les moyens de paiements électroniques seront prochainement sur la plateforme afin de faciliter les paiements, apprend-on. En rappel, en 2019, Anselme Efu a décroché le prix du Marketing digital aux Afro Marketers Awards.

Avec Togo First



AUX DECIDEURS...

Le réseau routier affecte les écosystèmes

La mission d'intégration des économies africaines repose sur le développement et la construction d'infrastructures majeures, des routes aux voies ferrées et aux ports à travers le continent.

De nombreux chercheurs affirment que ces développements routiers à grande échelle auront des effets néfastes sur les écosystèmes naturels. Ils s'inquiètent d'une réduction de la disponibilité et de la connectivité des habitats. Les routes peuvent également entraîner des changements dans l'utilisation des terres, créer un accès illégal à des zones auparavant inaccessibles et entraîner des conflits entre les personnes et la faune.

Malgré les inquiétudes et les spéculations sur les impacts environnementaux du futur développement routier en Afrique, il y a eu jusqu'à présent très peu d'évaluations systématiques des preuves de ces impacts.

Il a été constaté que les effets signalés des routes étaient généralement liés à la couverture terrestre (changement de type ou dégradation) et à la biodiversité (impacts sur la composition ou la distribution des espèces).

Les résultats suggèrent que la présence de routes, même à l'intérieur des zones protégées, peut constituer une menace importante pour les espèces. Les interactions entre les routes et les espèces n'étaient pas les mêmes dans toutes les régions.

Dans de nombreux cas, les routes étaient associées à une diminution de l'abondance des animaux. Les principales raisons étaient que les routes étaient un obstacle au mouvement des animaux et qu'elles donnaient aux chasseurs et aux braconniers l'accès à des habitats auparavant inaccessibles. Certains réseaux routiers ont restreint l'aire de répartition des animaux.

Mais toutes les espèces n'ont pas répondu de la même manière. Certains animaux – comme les gorilles, les bovidés, les carnivores et parfois les éléphants – n'évitaient pas toujours les zones proches des routes. Au lieu de cela, ils ont utilisé les routes comme couloirs de déplacement ou même comme sites d'alimentation. Cependant, dans la plupart des études publiées dans notre revue, ces mécanismes étaient généralement spéculés et nécessitaient des études à long terme rigoureuses supplémentaires pour la validation.

L'examen a montré que les routes, en particulier les routes principales, avaient également une forte influence sur les modes d'utilisation des terres. Lorsque les routes ont créé des liens avec des terres, des marchés, des villes et des opportunités économiques auparavant inaccessibles, elles ont stimulé des activités telles que l'agriculture et l'exploitation forestière. Les routes ont également accru la dégradation des terres dans de nombreuses régions, provoquant souvent l'érosion et la perte de sol.

L'examen a révélé que la zone d'effet de route était généralement comprise entre 1 km et 7 km pour les grands mammifères. Les animaux de ces zones peuvent être contraints de restreindre leurs déplacements et ainsi de réduire la taille de leur domaine vital.

Le développement futur des routes favorisera très probablement les processus de transformation du paysage jusqu'à 10 km des routes. Les effets secondaires des routes (comme la poursuite du développement routier), comme en Amazonie, peuvent s'étendre bien plus profondément dans les principaux habitats naturels. Le développement des routes peut favoriser les activités économiques locales et les transitions des terres agricoles vers les zones bâties. On peut s'attendre à une expansion des terres cultivées autour des routes principales qui donnent accès aux marchés. De nouvelles routes peuvent augmenter l'exploitation forestière, provoquant une déforestation substantielle et un changement d'utilisation des terres vers l'agriculture à grande échelle.

Lorsque les impacts potentiels du futur développement routier n'ont pas été pris en compte et que le développement a déjà commencé ou terminé, il peut être tard pour les efforts de conservation dans certaines zones, en particulier si le statut de protection officiel n'est pas attribué assez rapidement.

L'intervention aux phases de conception et de construction du développement routier est essentielle pour atténuer bon nombre des effets que nous avons trouvés dans cette étude. Les premières phases devraient identifier des itinéraires alternatifs pour éviter les zones à haute valeur écologique. Compte tenu de la taille du réseau de transport envisagé pour le continent africain, notre étude appelle une réponse panafricaine.

Lorsque le développement routier ne peut être évité dans les zones écologiquement sensibles, des stratégies d'atténuation efficaces doivent être élaborées. Les planificateurs de la conservation et les praticiens de l'évaluation de l'impact environnemental jouent un rôle essentiel dans ce processus. Si le passé est une indication de l'avenir, le développement de nouvelles routes aura une forte influence sur la répartition des espèces et les modèles d'occupation des sols en Afrique subsaharienne. L'identification de la manière dont ces impacts se développent permet aux planificateurs de mieux prévoir où et dans quelles conditions les routes pourraient constituer un problème sérieux pour différentes espèces et écosystèmes de manière plus générale.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Afrique de l'Ouest / Lutte contre le blanchiment de capitaux

Le GIABA sensibilise les OSC à Lomé

Un atelier régional de sensibilisation sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) se tient à Lomé du 06 au 07 décembre 2021. Une initiative du Le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) à l'intention des acteurs des Organisations de la société civile (OSC) des Etats membres de la CEDEAO.

• Joël YANCLO

Sensibiliser les acteurs des OSC sur les conséquences du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (BC/FT) dans la sous-région en Afrique de l'Ouest ; renforcer leurs capacités dans la lutte ; les mobiliser afin qu'elles puissent assurer le plaidoyer de manière à influencer la mise en œuvre effective des régimes de LBC/FT au niveau national et sous régional ; les sensibiliser sur la pertinence de l'utilisation de leurs plateformes pour la diffusion d'informations, de publications et pour le partage de renseignements fiables en matière de LBC/FT ; identifier une stratégie efficace en vue d'ériger un réseau solide d'OSC ouest africaines engagées. Tels sont entre autres les objectifs de l'atelier régional de sensibilisation sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) qui a lieu à Lomé du 06 au 07 décembre 2021. « Il est nécessaire d'identifier, prévenir et combattre l'exploitation des OSC à des fins de blanchi-

ment de capitaux et de financement du terrorisme », dicit Kimelabalou Aba, Directeur général du GIABA pour qui, une approche efficace parmi tant d'autres devrait comporter quatre éléments à savoir, la sensibilisation continue ; la surveillance ou contrôle ciblé et basé(e) sur les risques ; les enquêtes et collectes d'informations efficaces et les mécanismes de coopération internationale pour donner des informations sur les Organismes à but non lucratif soupçonnés de financer le terrorisme ou d'être impliqués dans le soutien d'activités terroristes par tout autre moyen. Pour le président de la Cellule nationale de traitement des informations financières du Togo (CENTIF-TG), au regard des conséquences désastreuses de la criminalité financière, il importe d'intensifier la sensibilisation des acteurs qui peuvent être des vecteurs pour ces fléaux, en particulier les secteurs les plus vulnérables. « Cette rencontre ambitionne de convaincre les OSC sur la pertinence de l'utilisation de leurs plateformes pour



la diffusion d'informations, de publications et pour le partage de renseignements fiables en matière de LBC/FT », a indiqué Tchaa Bignossi Aquiteme. En ouvrant officiellement les travaux de cet atelier régional, le Directeur de cabinet du Garde des sceaux, ministre de la justice du Togo, a fait savoir aux participants que ces assises devraient leur permettre de se familiariser avec les conséquences, de renforcer leurs capacités dans la

lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans la sous-région ; de se mobiliser pour pouvoir assurer le plaidoyer de manière à influencer la mise en œuvre effective des dispositifs de lutte contre le BC/FT. Cette lutte nécessite aujourd'hui plus que jamais l'implication de toutes les parties prenantes. L'un des axes stratégiques du GIABA depuis 2011 est la promotion de partenariats stratégiques avec le secteur privé, la société civile et les autres acteurs clés.

Pour permettre aux citoyens de prendre des mesures appropriées contre le BC/FT, il est crucial de poursuivre la sensibilisation des OSC sur ces fléaux et les infractions sous-jacentes. Leur implication est déterminante dans la lutte. Cet atelier rehaussera la conscientisation publique, la pression efficace et durable ; moteurs essentiels pour amplifier les efforts déjà consentis par le GIABA. Expérimentées à la stratégie de la persuasion, les OSC ont besoin de défi-

nir la contribution spécifique qu'elles peuvent et doivent apporter pour surmonter la menace du BC et l'émergence du FT pour changer la compréhension publique et les habitudes. Dans un environnement où les leaders politiques, les décideurs ont besoin d'être sensibilisés et impliqués pour lutter contre le BC/FT, la société civile est l'épine dorsale pour faire un plaidoyer et apporter un changement.

Résultats attendus

Il est attendu, à la fin de l'atelier, entre autres, la sensibilisation élevée sur les effets néfastes du BC/FT ; une meilleure compréhension et un soutien plus affirmé des OSC aux objectifs du GIABA ; une participation accrue des acteurs de la société civile au processus de plaidoyer auprès des décideurs ; une prise de conscience plus aigüe sur la problématique de la LBC/FT en corrélation avec les questions de sécurité, de paix et de stabilité des Etats ; une amélioration de l'indice de perception du GIABA, etc.



Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Agriculture / Investissement

L'irrigation pour assurer davantage la sécurité alimentaire

Face aux effets néfastes du dérèglement climatique, le grand défi de l'agriculture togolaise aujourd'hui, reste la maîtrise de l'eau et l'irrigation. Un pari que le gouvernement s'engage fermement à gagner pour permettre au secteur de réaliser la grande mutation attendue de lui et de jouer pleinement le rôle de moteur de croissance économique du Togo.

● Vivien ATAKPABEM

Selon le ministère en charge de l'agriculture au Togo, la réalisation de 500 ha de terres irriguées à partir de forage d'eau est en cours sur 50 zones d'aménagement agricoles planifiées (ZAAP). Sur la base de ces acquis, une étude diagnostique pour la mobilisation d'eau a été réalisée afin de permettre la mise en place d'une stratégie nationale d'irrigation dans l'optique de répondre durablement aux effets des aléas climatiques. En matière de maîtrise de l'eau, 340 ha de terres aménagées, irriguées et mise en exploitation dans la plaine de Djagblé et 2125 ha de bas-fonds ont été aménagés sur l'ensemble du territoire pour soutenir les productions rizicoles et maraichères. Le développement de la micro-irrigation afin de faciliter l'accès aux petits producteurs aux systèmes d'irrigation, 2 500 kits à pompage solaire subventionné à 50% ont été déployés pour la mise en valeur d'au moins 2500 ha de maraichage. Par ail-



leurs, la réalisation de 500 ha de terres irriguées à partir de forage d'eau est en cours sur 50 sites ZAAP aménagés. Sur la base de ces acquis, une étude diagnostique pour la mobilisation d'eau a été réalisée afin de permettre la mise en place d'une stratégie nationale d'irrigation dans l'optique de répondre durablement aux effets des aléas climatiques. Les dispositions sont prises Actuellement par le ministère chargé de l'agriculture en collaboration avec son partenaire BBOXX-EDF pour rendre ces kits d'irrigation disponibles dans toutes les préfectures. Aussi, les services préfectoraux de l'agri-

culture ont-ils été formés pour initier les producteurs à leur utilisation. Partant de tous ces avantages, l'initiative permet de créer des opportunités économiques et améliorer les revenus des producteurs en facilitant la production toute l'année. Elle permettra également de générer des emplois agricoles avec des conditions attractives pour les jeunes tout en contribuant à la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Togo. Ce faisant, elle participera à la réalisation des résultats attendus de la nouvelle feuille de route du gouvernement transcrite dans le plan stratégique Togo 2025.

Connectivité scolaire Giga

Liquid Intelligent Technologies apporte son soutien à l'UNICEF

Lancé il y a deux ans, le projet d'accès des écoliers à Internet que promeut UNICEF prend progressivement forme. Plusieurs partenaires de renom ne cessent d'y apporter leur expertise et du financement. Plusieurs pays sont déjà touchés.

Liquid Intelligent Technologies a signé un accord de partenariat, mercredi 1er décembre, avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). A travers ce partenariat, le fournisseur de connectivité par fibre optique va soutenir le projet de connecter à Internet les écoles en Afrique. Baptisé Giga, il est porté par l'agence onusienne. Selon Ben Roberts, le directeur de la technologie et de l'innovation du groupe Liquid Intel-

ligent Technologies, « l'initiative Giga de l'UNICEF et de l'UIT fait écho à la vision de Liquid de créer une économie numériquement résiliente au Kenya et en Afrique dans son ensemble. Il n'y a pas de meilleur endroit pour commencer que nos écoles qui façonnent l'esprit de nos enfants, assurant ainsi notre avenir ». « Grâce à notre expertise dans le paysage numérique et des télécommunications, nous soutiendrons l'UNICEF dans ses efforts

pour cartographier les données de connectivité des écoles à travers le Kenya en fournissant des chiffres en temps réel pour mesurer l'impact », a-t-il expliqué. Liquid Intelligent Technologies, qui revendique déjà la connexion de 4 000 écoles à Internet à travers l'Afrique, dit vouloir porter ce nombre à 150 000 écoles à travers le continent grâce au projet Giga.

Avec Agence Ecofin

Coopération Sud-Sud

Le Premier ministre du Gabon a visité le port de Lomé

Le Premier ministre togolais Victoire Tomégah-Dogbé et son homologue gabonais Rose Christiane Ossouka Raponda, ont visité le 2 décembre 2021, le port autonome de Lomé et ses installations modernes.

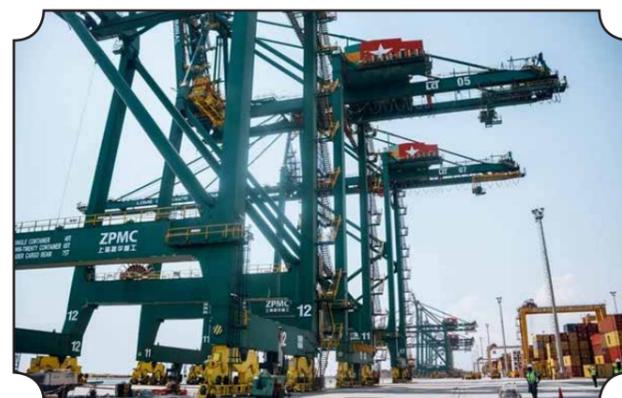
● Eyram AKAKPO

En visite de travail et d'amitié au Togo depuis le 1er décembre, la cheffe du gouvernement gabonais Rose Christiane Ossouka Raponda et sa suite étaient le jeudi dernier au port autonome de Lomé où elles ont pu apprécier le fonctionnement de ce poumon de l'économie grâce à ses installations modernes. Sur le site, Charles Kokouvi Gafan, directeur général de Togo Terminal et le directeur général adjoint de Lomé container terminal (LCT), Youssef Masry, ont tour à tour, présenté aux deux Premiers ministres, les atouts du port et son nouveau visage avec le 3^e quai, la darse, les remorqueurs modernes pour une manutention compétitive. Sur un marché de plus en plus concurrentiel, le Port autonome de Lomé s'est engagé dans la modernisation de ses infrastructures et équipements diversifiés. Avec 16,60 mètres de profondeur, le Port autonome de Lomé qui s'étend sur un domaine de 900 hectares, conforte sa vocation historique de hub logistique pour les pays du Sahel et d'outil d'intégration sous-régionale. Selon le directeur général du Port autonome de Lomé, Contre-amiral Fogan Adégnon, le port dispose d'importantes facilités de stockage pour tous types de cargaison, une totale dématérialisation qui permet la célérité, la facilité, la transparence dans les opérations portuaires. Outre le port autonome de Lomé, les deux Premiers ministres ont également rendu visite aux femmes du nouveau port de pêche de Lomé. Cette infrastructure qui vient améliorer les conditions de travail des acteurs du secteur de la pêche et créer des emplois. Le nouveau port de pêche de Lomé inauguré le 24 avril 2019 par le chef de l'État, a une capacité d'accueil de 3000 pêcheurs avec 400 pirogues et plus de 5.000 femmes mareyeuses et transformatrices de poissons. Il est le fruit de la coopération entre le Togo et le Japon à travers l'Agence



japonaise de la coopération internationale (JICA). A en croire le ministre de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière, Edem Kokou Tengué, le port de pêche a permis de créer 8.000 emplois avec 3.500 transformatrices de poissons, 1500 mareyeuses et 3.000 pêcheurs. « 5.000 nouveaux emplois directs sont créés par le développement d'activités connexes qui se passent tout autour du port de Lomé. Ça a permis le revenu des acteurs et d'intégrer nos femmes dans le circuit de commercialisation de la pêche artisanale », a indiqué le ministre Tengué. Le Premier ministre gabonais Rose Christiane Ossouka Raponda, admirative des femmes de ce port de pêche moderne, a félicité

ces dernières pour la solidarité entre elles avant de saluer la modernisation des différentes infrastructures. « On vous a fait partir d'une situation pratiquement précaire dans le cadre de vos activités de pêche. On vous a réformé tout cela, aujourd'hui, vous êtes dans un cadre qui est approprié et je suis très contente que l'unité, la solidarité est de mise dans votre groupe, c'est très important », a déclaré le Premier ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda. Soulignons qu'à son arrivée au Togo, la cheffe du gouvernement gabonais s'est entretenue avec le président de la République Faure Gnassingbé sur différentes thématiques dont les plans de développement des deux pays.



Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



Le Groupe Ecobank nomme Jubril Mobolaji Lawal au poste de directeur régional exécutif et directeur général désigné de Ecobank Nigéria

Lomé, Togo : 6 décembre 2021 – Le Groupe Ecobank, le premier groupe bancaire panafricain, annonce la nomination de Jubril Mobolaji Lawal au poste de directeur régional exécutif et directeur général désigné de Ecobank Nigéria, sous réserve de l'approbation de la Banque Centrale du Nigéria. Cette nomination intervient avant le départ prochain à la retraite de Patrick Akinwuntan, dont la retraite prend effet en janvier 2022.

Jubril Mobolaji Lawal rejoint Ecobank après avoir occupé des postes de direction dans divers domaines et s'être spécialisé dans la transformation numérique pendant plus de 28 ans chez Guaranty Trust Bank Plc. Il possède une vaste expérience dans le domaine de la banque numérique et de détail, la Banque des Grandes Entreprises et la Banque Commerciale, la gestion du risque de crédit et le financement des sociétés. Il a notamment été directeur exécutif de GTBank Plc Nigeria, et a occupé des fonctions de directeur non exécutif chez GTBank Ghana Limited et Nigeria Interbank Settlement Systems Plc. Mobolaji Lawal a dirigé l'équipe qui a conçu et mis en œuvre la stratégie de GTBank Plc en matière de banque de détail et de banque digitale afin de devenir le leader du secteur, sur une période de dix ans. Il a également introduit de nouveaux produits et de nouvelles solutions qui ont contribué à renforcer les paiements et l'accès aux services financiers numériques au Nigéria.

Mobolaji Lawal a été sélectionné et nommé au poste de directeur général désigné à l'issue d'un processus de recrutement très exigeant, auquel ont participé des candidats internes et externes.

Mobolaji Lawal est titulaire d'une licence en droit de l'Université Obafemi Awolowo (Nigéria), d'un Bachelor of Law de la Nigerian Law School et d'un Master en administration des affaires de l'Université d'Oxford (Royaume-Uni). Il a également suivi plusieurs programmes de développement pour dirigeants et spécifiques au secteur bancaire dans des établissements d'enseignement de premier plan, dont la Harvard Business School, la Stanford Graduate School of Business et l'Institut européen d'administration des affaires (INSEAD).

Commentant cette nomination, Ade Ayeyemi, directeur général du Groupe Ecobank, a indiqué : « Nous souhaitons la bienvenue à Mobolaji Lawal au sein du Groupe Ecobank. Nous allons bénéficier de la vaste expérience qu'il a acquise dans divers domaines bancaires, ce qui nous aidera à poursuivre la transformation de notre filiale au Nigéria. Le Nigéria est un marché clé pour nous, pour lequel nous avons constaté une amélioration significative au cours des trois dernières années, à mesure que nous nous repositionnons et que nous tirons parti de nos atouts panafricains en matière de produits et services numériques, de paiements et en tant que banque de référence pour les entreprises intéressées par les opportunités de croissance créées par la ZLECAF, sur tous nos marchés à travers le continent. Je souhaite le meilleur à Mobolaji Lawal et l'assure de mon soutien et de celui de l'ensemble du Groupe Ecobank ».

Mme Bola Adesola, présidente du conseil d'administration de Ecobank Nigéria, a précisé : « Nous sommes impatients de travailler avec Mobolaji Lawal et l'assurons du soutien total du Conseil d'administration, de la direction et de tout le personnel de Ecobank Nigeria. L'activité au Nigéria est sur la voie de la transformation et nous sommes convaincus que Mobolaji Lawal jouera un rôle important pour poursuivre notre évolution positive ».

Mobolaji Lawal prendra le poste de directeur général de Ecobank Nigéria, après avoir reçu l'approbation de la Banque centrale du Nigeria, et dès le départ à la retraite de Patrick Akinwuntan.

- FIN -

Le Groupe Ecobank annonce le départ prochain à la retraite de Patrick Akinwuntan, directeur régional et directeur général de Ecobank Nigéria

Lomé, Togo – le 6 décembre 2021 - Le Groupe Ecobank, premier groupe bancaire panafricain, annonce le départ prochain à la retraite de Patrick Akinwuntan, directeur régional et directeur général de Ecobank Nigéria. Patrick Akinwuntan prendra sa retraite en janvier 2022, après avoir atteint l'âge de la retraite.

Patrick Akinwuntan a commencé sa carrière chez Ecobank en 1996. Il a occupé divers postes de direction au cours des 25 années qu'il a passées au sein du Groupe Ecobank, durant lesquelles il a été basé au Ghana, au Togo et au Nigéria. Avant sa nomination au poste de directeur régional et directeur général de Ecobank Nigéria, Patrick Akinwuntan était directeur de la Banque des Particuliers, où il était responsable de la gestion des activités bancaires dans les 39 pays – dont 35 en Afrique – où Ecobank est présente. Il a piloté la transformation numérique du Groupe et a joué un rôle déterminant dans le développement des excellents produits et services numériques que propose Ecobank aujourd'hui. Banquier chevronné, Patrick Akinwuntan a également siégé au conseil d'administration de ETI en tant qu'administrateur exécutif du Groupe et a occupé, entre autres, les postes de directeur financier du Groupe ETI, directeur de la Banque de proximité (Domestic Bank), des Opérations, de la Technologie, des Transactions et de la Banque de détail, et directeur de la Banque de détail de Ecobank Nigéria. Il a été le premier directeur général d'eProcess S.A, la société de services technologiques du Groupe Ecobank, où il a assuré la connectivité de toutes les opérations du Groupe à travers son vaste réseau. Nommé directeur général de Ecobank Nigéria en juillet 2018, il a réorganisé et repositionné Ecobank Nigéria en vue de sa croissance sur le marché nigérian. La Banque au Nigéria est en train de retrouver sa réputation et de se transformer. Sous la direction de Patrick Akinwuntan, Ecobank a remporté plusieurs distinctions internationales, régionales et nationales.

Membre (Fellow) de l'Institute of Chartered Accountants (ordre des experts comptables) du Nigéria, il est également titulaire d'un MBA de l'Université d'Obafemi Awolowo de Ile Ife, au Nigéria. Il fait partie des anciens élèves du Senior Executive Program de la Harvard Business School, est membre honoraire (Fellow) du Chartered Institute of Bankers of Nigeria (FCIB), membre (Fellow) de l'Institute of Credit Administrators of Nigeria (FICA) et membre associé du Chartered Institute of Taxation of Nigeria (ACTI).

Ade Ayeyemi, directeur général du Groupe Ecobank, a déclaré : « Nous félicitons chaleureusement Patrick Akinwuntan qui s'apprête à prendre sa retraite après plus de 25 ans de service à Ecobank. Je lui adresse mon immense gratitude pour sa longue, illustre et brillante carrière qui s'achève aujourd'hui par une retraite bien méritée. Ses contributions au Groupe Ecobank ont été inestimables. Au nom de l'ensemble du Groupe Ecobank, je le remercie pour son dévouement aux idéaux panafricains de Ecobank, sa loyauté et son travail remarquable dans les différents postes qu'il a occupés, plus récemment celui de directeur général de Ecobank Nigéria, où il a repositionné la filiale pour stimuler sa croissance. Patrick Akinwuntan laissera une marque indélébile et continuera d'être un membre apprécié de la famille Ecobank ».

La présidente du conseil d'administration de Ecobank Nigéria, Mme Bola Adesola, a souligné : « Je félicite Patrick Akinwuntan pour son service dévoué au Groupe Ecobank dans son ensemble et pour le travail important qu'il a accompli en vue de repositionner Ecobank Nigéria. Au nom du conseil d'administration de Ecobank Nigéria, je lui souhaite une longue et heureuse retraite ».

Patrick Akinwuntan a précisé : « Ce fut un rare privilège d'avoir eu l'honneur de servir pendant plus d'un quart de siècle le champion bancaire panafricain le plus passionnant et inégalé du continent, Ecobank. Je suis extrêmement reconnaissant à Dieu, à ma famille, à mes amis, à tous les Ecobanquiers, à nos fondateurs, à nos actionnaires, aux régulateurs et à tous nos clients et parties prenantes pour l'appui et l'aide qu'ils m'ont apportés tout au long de ce parcours ».

Conformément aux procédures de leadership et de continuité des activités de Ecobank, Patrick Akinwuntan continuera à diriger Ecobank Nigéria et veillera à ce que le transfert et la transition vers son successeur se fassent avec succès.

- FIN -

Contact Presse

Adenike Laoye

Directrice Groupe, Communication institutionnelle et Chef du Cabinet du directeur général du Groupe

Email : grouppcorporatecomms@ecobank.com

Tél : +228 22 21 03 03

À propos de Ecobank Transnational Incorporated ('ETI' ou 'Le Groupe')

Ecobank Transnational Incorporated ('ETI') est la société mère du Groupe Ecobank, le premier groupe bancaire panafricain indépendant. Le Groupe Ecobank emploie environ 14 000 personnes au service de plus de 29 millions de clients dans les secteurs de la banque des particuliers, la banque commerciale et la banque de grande clientèle dans 33 pays africains. Le Groupe possède un agrément bancaire en France et dispose de bureaux de représentation à Addis Abeba en Éthiopie, à Johannesburg en Afrique du Sud, à Beijing en Chine, à Londres au Royaume-Uni et à Dubaï aux Émirats Arabes Unis. Le Groupe offre une gamme complète de produits, services et solutions bancaires notamment les comptes bancaires et de dépôt, la gestion de trésorerie, le conseil, les opérations de trading, la négociation des valeurs et la gestion de patrimoine. ETI est cotée en bourse sur plusieurs marchés boursiers, à savoir le Nigerian Stock Exchange à Lagos, le Ghana Stock Exchange à Accra et la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières à Abidjan. Pour de plus amples informations, prière de consulter www.ecobank.com

Monnaie virtuelle

Des experts appellent à une crypto-monnaie africaine

Une crypto-monnaie commune et un marché des capitaux intégré pourraient stimuler le commerce en Afrique et soutenir la croissance après la crise de Covid-19, ont déclaré vendredi des experts lors de la Conférence économique africaine de 2021.

● Junior AREDOLA

Le continent africain doit d'abord harmoniser les règles et protocoles nationaux régissant les systèmes financiers de chaque pays pour rendre les réformes réalisables, ont déclaré les panélistes lors d'une discussion sur la réforme du système financier africain. Anouar Hassoune, professeur de finance et PDG de l'Agence de notation de l'Afrique de l'Ouest, estime qu'une crypto-monnaie commune allégera le coût des affaires et donnera une identité au continent. « Nous devons proposer une crypto-monnaie qui soit acceptable pour chaque État membre. Il vaut mieux le faire au niveau continental, et nous avons l'expertise pour le faire. C'est une question de gouvernance, pas une question de technologie », a souligné Hassoune. Il a ajouté que la crypto-monnaie proposée pourrait servir d'alternative pour monétiser certaines des dotations du continent, telles que l'or et d'autres produits de base. Augustine Ujunwa, économiste à l'Institut monétaire de l'Afrique de l'Ouest, a déclaré qu'un marché des capitaux intégré fonctionnant bien est essentiel pour lever la dette afin de financer les besoins de développement de l'Afrique. « Actuellement, nos marchés sont petits, nos pays sont petits et nous devons adopter une approche régionale pour intégrer les marchés. Mais, avant d'y arriver, nous devons harmoniser nos lois, réglementations et protocoles régissant nos systèmes fintech et numériques », a-t-il déclaré. Ujunwa a déclaré que le financement de la banque centrale était devenu critique, en par-



ticulier à la suite de la crise de Covid-19. « Les banques centrales devraient aller au-delà de leur rôle de stabilité des prix et poursuivre une politique monétaire axée sur la croissance. Ils devraient commencer à réfléchir à des moyens innovants de fournir des financements pour les secteurs critiques de l'économie. » Le panel, animé par Marie-Laure Akin-Olugbade, directrice générale de la Banque africaine de développement pour l'Afrique de l'Ouest, a également exploré le rôle des banques centrales dans le financement du développement de l'Afrique et le financement islamique. Emmanuelle Riedel Drouin, chef du département Transition économique et financière à l'Agence française de développement, a soutenu l'idée d'une crypto-monnaie panafricaine, mais a déclaré qu'il y avait quelques prérequis. « Il ne faut pas oublier qu'il y a beaucoup de travail à faire sur l'infrastructure numérique, le développement des systèmes de paiement, il faut vraiment travailler l'interopérabilité des systèmes de paiement, donc il y a beaucoup de travail à faire en collaboration avec les institutions financières sur la numérisation des canaux de livraison et de paiement », a-t-elle dé-

claré. Elle a ajouté que si les banques centrales ont un rôle crucial, il est essentiel que les économies diversifient leurs sources de financement afin de réduire leur dépendance à leur égard. Les panélistes ont noté que l'existence de divers groupements régionaux et de leurs différents protocoles, y compris les paiements transfrontaliers, doit être pris en compte pour faciliter la mise en œuvre d'un marché des capitaux intégré. L'expérience a montré que certains pays sont réticents à autoriser d'autres protocoles à s'interfacer avec leurs systèmes, ont-ils déclaré. La Conférence économique africaine de 2021 se tient dans un format hybride, avec des délégués clés se réunissant sur l'île de Sal au Cap-Vert, ainsi que virtuellement. Il rassemble un large éventail de parties prenantes, notamment des décideurs politiques, des institutions de développement, le secteur privé et des chercheurs, pour discuter des moyens de développer durablement les sources de financement du développement du continent. La conférence est organisée par la Banque africaine de développement, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Commission économique pour l'Afrique.

UEMOA

Légère hausse des soumissions sur le guichet hebdomadaire des adjudications

Le montant moyen des soumissions sur le guichet hebdomadaire des adjudications sur le marché monétaire de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) a enregistré une légère hausse de 0,18% au terme du mois de septembre 2021 comparé au mois précédent, selon les données de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Ces soumissions se sont établies à 3.291,2 milliards de FCFA contre 3.285,2 milliards de FCFA en août 2021, soit un accroissement de 6 milliards de FCFA. Selon l'institut d'émission les adjudications sont effectuées depuis le 31 mars 2020 à taux fixe, à savoir le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offres, qui a

été réduit de 2,50% à 2,0% à compter du 24 juin 2020. Au niveau du marché interbancaire de l'UEMOA, le volume moyen hebdomadaire des opérations, toutes maturités confondues, est ressorti à 390,3 milliards de FCFA en septembre 2021, en repli de 10,1% par rapport au mois précédent. Le taux moyen pondéré s'est inscrit en hausse, passant de 2,47% en

août 2021 à 2,62% au cours du mois sous revue. Quant au compartiment à une semaine, le volume moyen des opérations a enregistré un recul de 24,7% sur un mois pour se situer à 213,8 milliards de FCFA en septembre 2021. Par contre, sur ce compartiment, le taux d'intérêt moyen est ressorti en hausse à 2,32% contre 2,25% au mois d'août 2021.

Avec financialafrik.com

Afrique

Les start-up pourraient lever 4 milliards \$ de fonds d'ici fin 2021

En se basant sur des données confidentielles et publiques communiquées par des start-up, la plateforme thebigdeal.substack.com a produit une carte actualisée à fin novembre 2021, qui renseigne sur les opérations de levées de fonds sur le continent.

Les start-up africaines réalisant des levées de fonds de plus de 100 000 \$ pourraient terminer l'année avec un total de 4 milliards \$ de fonds levés, souligne la plateforme thebigdeal.substack.com dans une carte actualisée au 29 novembre dernier, retraçant les opérations de levée de fonds réalisées par la tech africaine depuis le début de l'année. « Nous sommes à 99 % des 4 milliards \$ », indique le document. Sans surprise, les quatre grands (Nigeria, Afrique du Sud, Egypte et Kenya) s'accaparent 80 % du total des fonds engagés sur le continent depuis le début de l'année, avec 35 % pour le Nigeria. Ces 4 géants sont suivis du Sénégal (222 millions \$ de fonds levés) et de la Tanzanie (96 millions \$). Pour ces deux pays, une seule opération représente plus de 90 % du total de fonds levés cette année (Wave et Zola Electric). D'un pays à un autre, l'on note de fortes disparités tant par le total d'opérations que par le montant des financements mobilisés. Ces levées interviennent dans un contexte de « saine concurrence » entre les entreprises technologiques sur le continent, avec des levées



de série A, dépassant les 100 millions \$. Or, comme le déplore Partech Africa ou encore Baobab Insights dans leurs rapports sur la tech africaine, les montants mobilisés pour la grande majorité de ces entreprises technologiques étaient des sommes très minimales, ne dépassant pas les 10 millions \$. Depuis l'entame de l'année 2021, l'on observe une bonne dynamique sur le continent, avec des opérations de plus de 100 millions \$. Pour la tech africaine, le fait de mobiliser près de 4 milliards \$ permettra davantage de susciter l'intérêt des investisseurs. La seule opération de levée de 200 millions \$ réalisée par la fintech sénégalaise Wave, en septembre dernier, a projeté ce pays ouest-africain à une autre échelle. Ce montant lui a permis d'at-

teindre un total de 222 millions \$ en novembre 2021, soit 10 fois le total des fonds levés par le pays en 2020. L'opération permet également d'attirer un peu plus l'attention sur d'autres pays africains, très souvent éclipsés par les 4 géants du continent. Le secteur a encore du chemin à faire pour atteindre les sommets réalisés par ses homologues des marchés émergents notamment l'Inde et le Brésil. Dans ces économies, l'écosystème entrepreneurial connaît une certaine dynamique et une croissance significative. Selon le cabinet de conseil HexGn, les start-up indiennes ont reçu 10,14 milliards \$ de financement pour plus de 1200 transactions en 2020, ce, malgré la covid 19.

Avec Agence Ecofin

Afrique

Un sommet virtuel sur le financement de l'off-grid se tient le 8 décembre

Les 8 et 9 décembre 2021 aura lieu un sommet sur la finance off-grid organisé par l'Association mondiale pour l'industrie de l'énergie solaire hors réseau (Gogla). La rencontre virtuelle réunira près de 500 participants de plus de 100 pays qui tabletront sur la place de l'énergie solaire hors réseau dans l'adaptation et la résilience face au changement climatique.

Quelle est la contribution de l'énergie solaire hors réseau dans l'adaptation et la résilience, l'atténuation et la justice climatique. Voilà un ensemble de réflexions auxquelles 500 participants de 100 pays seront soumis du 8 au 9 décembre 2021. Sous l'égide de l'Association mondiale pour l'industrie de l'énergie solaire hors réseau (Gogla), le sommet virtuel sur le financement de l'énergie solaire off-grid se tiendra virtuellement depuis Washington, Amsterdam et Nairobi. La rencontre concerne les investisseurs, les entreprises et les partenaires au développement qui discuteront des sources et des instruments en vue de l'augmentation des flux de capitaux nécessaires au développement de l'industrie de l'énergie solaire hors réseaux dans le monde, et particulièrement



en Afrique. Le sommet virtuel de l'off-grid est organisé en partenariat avec le Global Distributors Collective (GDC), une initiative qui aide les distributeurs à améliorer leurs performances commerciales et à réduire les coûts. GET.invest en tant que partenaire essentiel de cet événement, sera également présent aux assises. Ce programme européen soutient les investissements dans les énergies renouvelables décentralisées dans les pays en développement. En Afrique, plus d'un quart des populations n'ont pas accès à l'électricité. Cette situation touche

également les entreprises et les moyens de subsistance des populations. L'énergie solaire hors réseau est abordable et peut atteindre des endroits éloignés. Cette solution peut être déployée plus rapidement que d'autres options et permet aux ménages et aux entreprises les plus vulnérables de renforcer leur résilience. Avec le soutien nécessaire, le marché solaire hors réseau peut évoluer et fournir des produits et services bon marché aux populations rurales qui souffrent le plus de l'absence d'infrastructures énergétiques.

Avec [afrik21](http://afrik21.com)

BRVM 10	150,32
Variation Jour	↑ 0,12 %
Variation annuelle	↑ 14,85 %



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

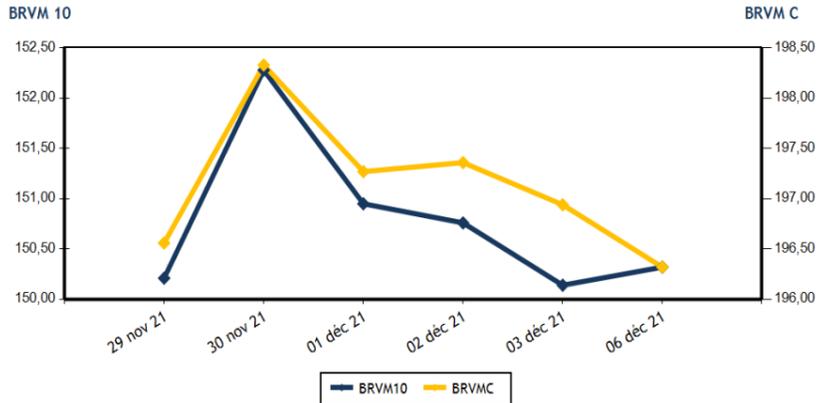
N° 233

lundi 6 décembre 2021

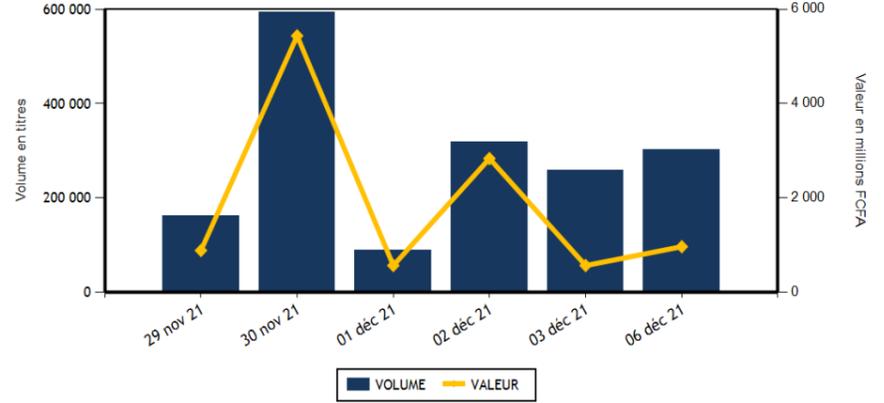
Site : www.brvm.org

BRVM Composite	196,32
Variation Jour	↓ -0,31 %
Variation annuelle	↑ 35,05 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 905 913 743 531	-0,32 %
Volume échangé (Actions & Droits)	296 408	15,06 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	902 106 112	63,19 %
Nombre de titres transigés	43	2,38 %
Nombre de titres en hausse	10	-33,33 %
Nombre de titres en baisse	22	29,41 %
Nombre de titres inchangés	11	10,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 076 632 094 512	-0,25 %
Volume échangé	6 385	331,42 %
Valeur transigée (FCFA)	63 848 250	380,86 %
Nombre de titres transigés	3	-40,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	2	0,00 %
Nombre de titres inchangés	1	-66,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 500	5,58 %	59,45 %
BOLLORE (SDSC)	2 390	5,29 %	54,19 %
SODE CI (SDCC)	4 490	4,42 %	50,17 %
SETAO CI (STAC)	750	4,17 %	167,86 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	695	2,21 %	247,50 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	4 350	-6,95 %	253,66 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	5 550	-5,93 %	50,20 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 650	-5,71 %	2,48 %
BERNABE CI (BNBC)	2 255	-4,65 %	275,83 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	5 100	-4,32 %	45,71 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	102,27	-0,47 %	182,12 %	13 373	29 018 350	21,71
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	447,27	0,14 %	8,97 %	67 825	667 308 240	7,89
BRVM - FINANCES	15	72,33	-0,84 %	20,57 %	185 145	137 850 882	13,84
BRVM - TRANSPORT	2	579,17	5,20 %	52,94 %	891	2 122 295	9,67
BRVM - AGRICULTURE	5	243,07	-0,35 %	180,88 %	4 970	23 857 015	15,26
BRVM - DISTRIBUTION	7	439,28	-0,68 %	94,00 %	22 547	40 736 330	27,51
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	925,41	4,17 %	167,85 %	1 657	1 213 000	4,34
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	13,98	
Taux de rendement moyen du marché	6,09	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,51	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	320 260,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 749 232 567,38	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	2,69	
Ratio moyen de satisfaction	58,48	
Ratio moyen de tendance	2 175,02	
Ratio moyen de couverture	4,60	
Taux de rotation moyen du marché	0,03	
Prime de risque du marché	1,26	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86 - Fax : +225 20 32 66 84 - Mail : brvm@brvm.org - Site Web : www.brvm.org

États-Unis

Le Congrès évite in extremis une paralysie de l'État fédéral

Les parlementaires américains avaient jusqu'à vendredi pour éviter une paralysie de l'Administration fédérale dès ce week-end. Il reste désormais le plafond de la dette à relever avant le 15 décembre.

Après de longues journées de tractations, le Congrès américain est parvenu jeudi soir à repousser in extremis la menace d'une paralysie des services fédéraux du pays, mais doit affronter sans attendre d'autres dossiers brûlants sur la colline du Capitole. Par 69 voix contre 28, le Sénat a approuvé une loi de finances qui prolonge le budget actuel jusqu'au 18 février, adoptée quelques heures plus tôt à la Chambre des représentants. Ce texte a fait l'objet de négociations acharnées au Congrès américain, une poignée d'élus républicains ayant tenté de provoquer une paralysie des services fédéraux -- ne serait-ce que quelques jours -- pour protester contre les obligations vaccinales mises en place par le gouvernement Biden. Il revient désormais au président démocrate de promulguer ce budget avant vendredi minuit afin d'éviter que les financements de l'État fédéral ne soient soudainement coupés, forçant des centaines de milliers de travailleurs au chômage technique. Soucieux d'éviter cette situation très impopulaire chez les Américains, le président Biden et les responsables parlementaires, démocrates comme républicains, avaient exhorté leurs troupes à rentrer dans le rang et approuver ce texte sans attendre. Le chef de la majorité démocrate au Sénat Chuck Schumer s'est réjoui de ce rare moment d'union dans un Congrès d'ordinaire abonné aux querelles partisanes. «Je remercie les élus de cette chambre de nous avoir protégés d'une paralysie inutile et coûteuse», a-t-il dit.

Plafond de la dette

Ce risque maintenant écarté, les élus doivent sans tar-

France

Le chiffre d'affaires 2021 s'annonce record pour la filière champagne

Les ventes de bulles devraient dépasser les 5,5 milliards d'euros cette année, pour 315 millions de bouteilles, selon les professionnels français du secteur.

La filière champagne en France prévoit un chiffre d'affaires record en 2021, grâce à la reconstitution des stocks des professionnels, après des mois de crise sanitaire et à la demande des particuliers, mais s'inquiète du nouveau variant Omicron, a indiqué vendredi, la profession. Le chiffre d'affaires de la filière devrait dépasser 5,5 milliards



• Les élus du Congrès des États-Unis ne vont pas chômer ces prochaines heures pour tenter d'arracher un accord de dernière minute. AFP

der déjouer une menace tout aussi cruciale: ils ont jusqu'au 15 décembre pour relever la capacité d'endettement des États-Unis afin d'éviter le premier défaut souverain de la plus grande puissance économique mondiale. Sans quoi l'Amérique pourrait se trouver à court d'argent et dans l'incapacité d'honorer ses paiements, une situation potentiellement catastrophique que les grandes puissances à travers le monde surveillent de près. Les États-Unis, qui comme toutes les grandes économies ou presque vivent à crédit depuis des décennies pour ce qui concerne la dépense publique, ont déjà relevé à de multiples reprises ce fameux «plafond». Mais les républicains ont commencé pendant la présidence Obama à faire de cette procédure législative de routine un instrument de pression politique. Ils refusent cette fois de donner le feu vert à une suspension de la limite d'endettement, qui reviendrait selon eux à faire un chèque en blanc à Joe Biden pour financer ses projets d'investissements. Et exhortent les démocrates à l'approuver seuls, à travers une manœuvre parlementaire laborieuse, accusant le camp

Biden de contribuer à une inflation record à laquelle les Américains sont très sensibles en période d'achats de Noël.

Maternelle et climat

Si le Congrès parvient à se débarrasser de ces chantiers à temps, il pourra enfin débattre du gigantesque volet d'investissements sociaux et écologiques voulus par Joe Biden, ce que la Maison-Blanche attend avec impatience. Ce projet de 1750 milliards de dollars, qui prévoit entre autres la maternelle gratuite pour tous et de copieux financements pour réduire les émissions américaines de gaz à effet de serre, est bloqué depuis des mois au Parlement américain. Or Joe Biden compte désespérément sur ces mesures, très populaires auprès des Américains selon les sondages, pour relancer sa présidence. Le chef de la majorité démocrate au Sénat s'est engagé à ce que ce texte soit adopté avant Noël. Ce scénario, comme tant d'autres au Congrès, reste pour l'instant très incertain.

(AFP)

consommation

Jean-Marie Barillère constate un double phénomène de reconstitution des stocks des professionnels et de demande forte des consommateurs, ainsi que de bonnes tendances à l'export, notamment dans les pays anglo-saxons.

(AFP)

Espace

ArianeGroup se lance aux troussees de SpaceX

L'entreprise européenne va développer un mini-lanceur réutilisable pour concurrencer notamment l'entreprise américaine, pionnière de cette technologie.

Le mini-lanceur réutilisable conçu par ArianeGroup «doit pouvoir être opérationnel en 2026», a affirmé lundi le ministre français de l'Économie. Bruno Le Maire était en déplacement sur le site d'ArianeGroup à Vernon, en Normandie, où sont notamment testés les moteurs des grosses fusées Ariane. L'Europe a «manqué le virage du lanceur réutilisable, nous n'y avons pas cru, nous avons pris du retard par rapport à nos partenaires américains qui ont développé SpaceX et Falcon 9 et ce retard, il faut le rattraper», a concédé Le Maire, en présentant la nouvelle stratégie spatiale de la France. Cette stratégie comprend aussi l'ambition de développer des «micro-lanceurs», eux aussi réutilisables et de davantage intégrer des jeunes pousses à cet écosystème.

Concurrence avec l'Allemagne

Le site de Vernon, dont les salariés étaient inquiets des retombées des annonces

Compagnie Cathay Pacific

Les quarantaines ultrastrictes font craquer les pilotes

Basée à Hongkong, Cathay Pacific doit appliquer des règles anti-Covid très contraignantes pour ses équipages. Épuisés, beaucoup de pilotes cherchent du travail à l'étranger.

La compagnie aérienne hongkongaise Cathay Pacific connaît ces dernières semaines une vague de démissions de pilotes, lassés, voire épuisés, par les mesures de quarantaine draconiennes en vigueur dans le territoire. Hongkong s'est aligné sur la stratégie de «zéro Covid» chinoise, ce qui a permis de maintenir le taux d'infection à un très faible niveau mais a isolé la ville du reste du monde. L'exécutif de Hongkong s'est fixé pour priorité la réouverture de sa frontière avec la Chine continentale, au détriment de la reprise des voyages internationaux. Un choix décrié par les milieux d'affaires, inquiets pour la compétitivité de cette importante place financière mondiale.

«Point de rupture atteint»

Les quatre pilotes interrogés par l'AFP et ayant requis l'anonymat disent connaître plus d'une dizaine de collègues ayant démissionné ces dernières semaines. Beaucoup cherchent du travail à l'étranger, où le trafic aérien



• Bruno Le Maire a concédé qu'il y avait du retard à rattraper. AFP

d'ArianeGroup en septembre concernant la suppression de 600 postes en France et en Allemagne, a vocation à voir ses effectifs augmenter, a promis le ministre qui arpentait dans l'Eure ses terres électorales. «Aujourd'hui il y a un peu plus de 800 emplois sur le site de Vernon, à horizon 2025 il y en aura près de 1000», a assuré Le Maire. Certes, le site va perdre le moteur Vinci, l'un de ceux équipant Ariane 6, mais de l'activité va être apportée par le futur moteur lourd Prometheus et le retour de l'activité «turbopompes», a souligné Le Maire, outre

celle du futur mini-lanceur réutilisable, qui sera néanmoins en concurrence avec d'autres projets européens, en particulier allemands. Vernon sera également le lieu où se développera une production d'hydrogène à partir de sources d'électricité renouvelable, a souligné le ministre. Coentreprise entre Safran et Airbus, ArianeGroup prépare actuellement ses futurs lanceurs lourds Ariane 6, dont le tir inaugural de qualification est prévu au second semestre de l'année prochaine.

(AFP)

redémarre, de nombreux pays ayant décidé de vivre avec le Covid-19. «C'est horrible, les démissions crèvent le plafond», a souligné un pilote qui, avec plus de 20 ans d'expérience, a postulé chez deux compagnies concurrentes. «Beaucoup ont atteint le point de rupture. C'est étonnant que nous n'ayons pas encore eu d'accident.»

Des semaines dans une «bulle»

Pendant la majeure partie de la pandémie, Hongkong a drastiquement limité les arrivées de voyageurs en provenance de l'étranger, les soumettant à une quarantaine obligatoire allant jusqu'à trois semaines. Les pilotes bénéficient de certaines exemptions mais passent des jours, voire des semaines, dans une «bulle» qui se limite à l'avion et à une chambre d'hôtel afin d'éviter une quarantaine au retour. La forme la plus extrême de ce système est celle dite en «circuit fermé»: un équipage volontaire passe environ cinq semaines dans cette «bulle», puis deux semaines à l'isolement à domicile. Les pilotes interrogés disent que ces

règles de quarantaine ont eu un impact mental considérable sur le personnel navigant et leurs familles. Le ressentiment a augmenté au fil des mois, avant d'atteindre son paroxysme en novembre quand plus de 270 personnes – 120 membres d'équipages et leurs familles – ont été envoyées dans un camp de quarantaine gouvernemental après que trois pilotes eurent été testés positifs à leur retour d'Allemagne. Le trio a été licencié, Cathay les accusant d'avoir quitté leur chambre d'hôtel lors d'une escale.

«Absolument épuisés»

Un pilote d'avion cargo dit songer à démissionner «dans les six prochains mois» et chercher un emploi à l'étranger maintenant que les compagnies du Moyen-Orient et d'Amérique du Nord embauchent à nouveau. «Parfois, je suis resté à l'isolement complet pendant douze jours à l'hôtel», a-t-il expliqué. «Nous sommes absolument épuisés par cette situation.»

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Africa Investment Forum 2021	1-3 décembre 2021	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/africa-investment-forum-2021-accelerating-transformative-investments-africa-45978
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org
Forum des experts en planification énergétique en Afrique EMP-A	22 Novembre - 10 Décembre 2021	Virtuel	inquiries@optimus.community
Session du Comité intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts	6 - 10 Décembre 2021	Brazzaville, Congo	Email: akara@un.org , Tél. (237) 222 50 43 48
Session du Comité intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts d'Afrique Centrale	6 - 10 Décembre 2021	Brazzaville, Congo	akara@un.org Tél. (237) 222 50 43 48
Atelier de clôture de WISER panafricain	9 - 10 Décembre 2021	Nairobi, Kenya	Néant
Réunion du Comité du développement du secteur privé, de l'intégration régionale, du commerce, de l'infrastructure, de l'industrie et de la technologie	9 - 10 Décembre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/d%C3%A9veloppement-du-secteur-priv%C3%A9-et-des-finances%2C-int%C3%A9gration-r%C3%A9gionale-et-commerce%2C
Forum régional africain sur le développement durable	3 - 5 Mars 2022	Rwanda, Kigali	https://uneca.org/fr/huiti%C3%A8me-session-du-forum-r%C3%A9gional-africain-sur-le-d%C3%A9veloppement-durable/%C3%A0-propos-du-fradd-2022
Forum régional africain sur le développement durable	3 - 5 Mars 2022	Rwanda, Kigali	https://uneca.org/fr
9ème édition du Sommet Africités	17 au 21 mai 2022	Kisumu, Kenya	https://www.uclga.org/?lang=fr

HOROSCOPE finance

Bélier Jupiter vous offrira une occasion d'améliorer vos revenus. Votre équilibre budgétaire sera stable, et les circonstances seront propices à une décision financière rentable.

Vous serez un peu moins rigoureux que d'habitude dans la gestion de vos finances. Un peu moins économe aussi ! Rien de catastrophique. Mais il faudra tout de même

Taureau vous surveiller de près.

Cet aspect de Mercure pourra vous valoir quelques difficultés pécuniaires. Des retards de paiements sont possibles ; tenez-en compte dans l'organisation de votre budget. Attention également à la distraction : n'oubliez pas vos factures !

Gémeaux

Dans le domaine financier, les beaux aspects qui vous entourent protégeront votre vie matérielle ou tendront à l'améliorer de manière importante. Vous

Cancer saurez consolider votre patrimoine, investir dans des valeurs sûres. Cette journée, surtout pour les natifs du deuxième décan, sera parsemée de possibilités d'associations nouvelles, de satisfactions légales, de contrats signés, d'engagements qui vous avantagent.

Lion En ce qui concerne votre situation pécuniaire, l'expansion sera au programme. Vous pourrez compter sur des coups de pouce de la chance, mais vous saurez également nouer des alliances très utiles, qui déboucheront sur des appuis financiers conséquents.

Autant le préciser tout de suite : cette configuration de **Vierge** Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Balance Mercure veillera à ce qu'un prêt vous soit accordé pour vous tirer d'un mauvais pas, et vous vous en félicitez. Vous aviez vraiment besoin de cette somme ! Rappelez-vous toutefois qu' "argent emprunté s'en va en riant et revient en pleurant" (proverbe turc). Désormais, essayez de faire des économies afin de pouvoir faire face à des imprévus en toute sérénité. La sagesse veut qu'on garde toujours une poire pour la soif.

Scorpion

Saturne en cet aspect devrait vous permettre de bien gérer votre budget. Mais il pourra aussi vous pousser à des dépenses importantes. Le risque d'impulsivité sera grand. Attention, ce ne sera pas le moment de traîner dans les magasins !

Sagittaire

Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astringez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Capricorne

En ce qui concerne vos placements, tournez-vous vers l'étranger ; vous ne le regretterez pas. En revanche, les jeux de hasard ne seront guère favorisés pour l'instant ; mais n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance du jour.

Verseau

Compte tenu de la présente configuration astrale, vous devrez vous occuper plus activement de vos affaires matérielles, car elles risquent de subir le contrecoup de vos négligences passées. Vérifiez vos comptes de manière à pouvoir faire face à des dépenses inattendues. Vous auriez tort de dépenser impulsivement sans compter, car cela vous mettrait dans l'embarras et donnerait lieu à des explications désagréables. En adoptant une attitude plus sobre et plus économe, vous vous épargnerez bien des ennuis.

Poissons

Vous aurez de grandes chances de pouvoir remplir votre escarcelle grâce à Mercure en bel aspect. Des sources de revenus en rapport avec l'étranger et des contrats se présenteront de manière imprévue ou brusque. Mais l'ambiance astrale dans son ensemble ne favorisera pas les transactions et les spéculations.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



AVIS DE RECRUTEMENT

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), Etablissement public à caractère international est l'institution spécialisée de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), chargée du financement du développement des Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo). Son Siège social est sis au 68, Avenue de la Libération, BP 1172 Lomé (Togo), Fax n° (228) 22 21 72 69 / 22 21 52 67, Téléphone : (228) 22 21 42 44 / 22 21 59 06.

Dans le cadre du renforcement de ses effectifs, la Banque recrute

UN (01) RESPONSABLE DU DOMAINE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

Sous l'autorité du Directeur du Département des Infrastructures et de l'Economie Numérique, il (elle) devra contribuer à (i) la formulation et au suivi de la mise en œuvre des politiques favorisant le développement de l'économie numérique au sein des pays de l'UEMOA, (ii) l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de transformation digitale de la Banque.

A – MISSIONS PRINCIPALES

Le (la) Responsable du domaine de l'Economie Numérique aura pour mission de :

- – contribuer à la mise en place d'un cadre politique et réglementaire pour le développement des Télécommunications, de l'Information et de la Communication (TIC) en vue de promouvoir l'économie numérique dans les pays de l'UEMOA ;
- – contribuer à l'élaboration et assurer le suivi de la mise en œuvre d'une stratégie régionale de la BOAD, de promotion des services numériques dans les pays membres ;
- – contribuer à la mise en place d'un cadre sur la cyber sécurité et la cybercriminalité pour un environnement cybernétique plus sûr dans l'espace de l'UEMOA ;
- – proposer une stratégie de gouvernance, de protection et de gestion des données ;
- – appuyer les Etats dans le développement des e-services publics ;
- – conduire l'élaboration de la stratégie de digitalisation des activités et des services de la BOAD ;
- – appuyer la mise en œuvre de l'opérationnalisation digitale du fonctionnement de la Banque, pour lui permettre de gagner en efficacité et en agilité ;
- – encourager la mise en place de plateformes numériques partagées (cloud, gouvernance des données, identité numérique, etc.) pour l'échange d'informations et de meilleures pratiques entre les experts des Etats clients ;
- – participer aux campagnes de mobilisation de ressources dédiées au financement du secteur du numérique ;
- – participer à l'élaboration des approches novatrices dans les interventions de la Banque au niveau des différents secteurs ;
- – développer un plan de travail annuel pour servir les objectifs stratégiques de la Banque dans ce domaine et assurer le leadership des projets au sein du Domaine ;
- – assurer la constitution du savoir-faire et de l'expertise de la BOAD dans la région et dans le Domaine (contribution à la rédaction d'articles, participation aux rencontres sur le sujet) ;
- – organiser l'identification, la préparation, l'évaluation de projets – contribuer aux négociations des prêts, assurer le suivi de l'exécution des projets et réaliser les missions de fin d'exécution ;
- – favoriser la création ou renforcer les concours aux véhicules spécifiques de soutien/financement des PME/PMI.

B – Profil EXIGE

- Etre titulaire d'un Bac + 5 en Sciences des Technologies, Télécommunications ou autre discipline connexe. Justifier d'au moins 10 ans d'expérience professionnelle pertinente (expérience régionale avérée en matière de régulation et de programmes régionaux de développement de l'économie numérique avec les Etats, les partenaires au développement et le Secteur privé), dont au moins cinq (5) à des postes de Management.
- Disposer d'une expérience avérée en matière de régulations et de programmes régionaux de développement de l'économie numérique avec les Etats, les partenaires au développement et le secteur privé. Disposer d'une excellente compréhension des enjeux dans l'industrie des télécommunications et l'économie numérique et être au fait des dernières innovations et des pratiques dans le secteur.
- Avoir géré des projets à caractère régional et disposer d'une bonne connaissance des enjeux de développement économique et social en Afrique, particulièrement en Afrique de l'Ouest. Avoir une très bonne capacité à élaborer des stratégies, à analyser les risques et une aptitude à convaincre et mener des projets transformatifs. Avoir une expérience en management et gestion des équipes.
- Des aptitudes en mobilisation des ressources et une qualification ou une certification en Gestion des Projets seraient un atout
- Avoir un esprit entrepreneurial et être force de propositions. Justifier d'une excellente capacité orale et rédactionnelle avoir l'intelligence des situations et une bonne stabilité émotionnelle.

II- DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devra contenir une lettre de motivation et un curriculum vitae (CV) détaillé et devra être envoyé par mail (acquisitionstalents@boad.org), à l'attention de Monsieur le Directeur du Capital Humain, au plus tard le 13 décembre 2021 à 17h30 TU.

N.B. :

- Les dossiers incomplets, non conformes ou parvenus hors délai, ne seront pas examinés. Seuls les candidats retenus pour les tests seront contactés par la Banque.
- Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Agriculture familiale au Togo

Le plan d'action 2021-2030 validé

Le plan d'action national pour la promotion de l'agriculture familiale (2021-2030) a été validé le vendredi 3 décembre 2021 au cours d'un atelier tenu à Lomé.

● Bernard AFAWOUBO

Dans le cadre de la Déclaration des Nations Unies pour l'Agriculture Familiale (DNUAF 2021-2028), proclamée par l'Organisation des Nations Unies lors de la 72e session de son Assemblée générale, pour susciter un engagement politique fort aux niveaux national, régional et mondial, et de contribuer à créer un environnement propice pour les agriculteurs familiaux, un plan d'action a été élaboré. Cet outil vient d'être validé le vendredi 3 décembre 2021 à Lomé. La mise en œuvre du document permettra de relever les défis liés à cette agriculture qui nourrit 80% de la population togolaise. Le plan d'action national pour la promotion de l'agriculture familiale (2021-2030) est donc le fruit d'un long travail de coordination, de plaidoyer et de concertation porté par la Coordination Togolaise des Organisations Paysannes et de Producteurs (CTOP), la Plateforme Nationale de Promotion de l'Agriculture Familiale au Togo (PNAFAT), avec l'appui du Mécanisme Forêts et Paysans (FFF) de la FAO. « Le document permet d'avoir un cadre dans lequel les agriculteurs familiaux pourront s'exprimer et les différents acteurs pourront se mobiliser pour des actions concrètes sur le terrain. Il vise à garantir au cours des 10 prochaines un Togo prospère, où les agriculteurs familiaux, leurs ménages ainsi que les communautés rurales et urbaines résilientes jouissent d'une grande qualité de vie dans la dignité, l'équité, à l'abri de la faim, de la pauvreté et de toutes formes de discrimination », a déclaré Selome Houetognon,



présidente de la PNAFAT. Pour sa part, Ayefoumi Aye-Adara, président du conseil d'administration de la CTOP, a souligné que ce plan donne l'opportunité de porter une attention particulière à l'agriculture familiale au Togo. « Le document permet de voir comment nous pouvons soutenir l'agriculture familiale dans notre pays. Il y a beaucoup de défis à relever. C'est ces défis qui sont inscrits dans ce plan qui cadre avec le Plan national de développement (PND) pour que l'agriculture continue par nourrir durablement la population », a-t-il ajouté. Le plan d'action national pour la promotion de l'agriculture familiale (2021-2030) s'appuie sur sept piliers notamment le développement d'un environnement politique favorable au renforcement de l'agriculture familiale, le soutien aux jeunes et renouvellement

générationnel de l'agriculture familiale, le soutien aux femmes et promotion de l'égalité hommes-femmes dans l'agriculture familiale, l'appui au renforcement des capacités des organisations paysannes, l'amélioration de la résilience et du bien-être des agriculteurs familiaux, l'amélioration de la durabilité de l'agriculture familiale et la valorisation de la multidimensionalité de l'agriculture familiale. L'agriculture familiale est un outil essentiel de structuration des territoires de résidence face au réchauffement climatique de durabilité par l'efficacité de sa gestion des ressources naturelles et de sa contribution directe à la lutte contre la pauvreté et par la production d'aliments plus sains et plus respectueux de l'environnement. Elle crée de l'emploi et contribue à l'accroissement économique.



Lutte contre le covid-19

L'OMS et l'OIM appuient le Togo

La lutte contre la pandémie du covid-19 préoccupe l'Organisation mondiale de la santé. L'institution a offert le 26 novembre 2021, un important lot d'équipements d'une valeur d'environ 25 millions de francs CFA pour la prise en charge des patients dans les centres COVID du Togo.

● Eyram AKAKPO

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) appuie le Togo dans la lutte contre la covid-19. La Représentante Résidente de l'OMS sur place, Binta Diallo, a remis en fin du mois dernier au ministère chargé de la santé et à la CNGR, un lot d'équipements de prise en charge des patients dans les centres covid, composé des concentrateurs d'oxygène et leurs accessoires ainsi que des pièces de rechange. On y trouve des masques, des canules à oxygène nasale avec broches. Ce lot, estimé à environ 25 millions de FCFA est le premier d'une série dont l'objectif à terme est de deux cent concentrateurs d'oxygène. Outre l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation internationale des migrations



(OIM) a également apporté un coup de main au Togo. Il s'agit d'un important lot de matériels destinés à renforcer la surveillance épidémiologique des frontières. L'aide est constituée des dispositifs de lavage des mains, des masques, des équipements de protection individuelle, de solutions hydroalcooliques et de chlore, le tout issu du financement de la JICA (la coopération

Japonaise) et estimé à environ 15000 dollars américains pour ce 1er lot. Ces différents lots ont été réceptionnés au nom du ministre chargé de la santé par Dr Wotobe Kokou Marin, Secrétaire Général du ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins. Il faut préciser que plusieurs institutions appuient le Togo dans la lutte contre la pandémie du covid-19.

Saint-Etienne

Julien Sablé va assurer l'intérim

Arrivé en 2019 sur le banc de l'AS Saint-Étienne, Claude Puel a officiellement été mis à pied, ce dimanche, après le début de saison catastrophique des Verts, derniers de Ligue 1, et coupable d'une dernière déroute contre Rennes (0-5) en championnat.

En attendant la nomination d'un nouvel entraîneur sur le banc des Verts, RMC Sport révèle, ce lundi, que Julien Sablé va donc assurer l'intérim à la tête de l'ASSE. Brièvement entraîneur de l'AS Saint-Étienne entre novembre et décembre 2017, il est depuis cette date entraîneur-adjoint du club stéphanois dans lequel il a passé une grande partie de sa carrière de joueur. Si aucune annonce officielle n'a été faite et qu'aucune conférence de presse n'est pour l'heure prévue par le club du Forez, Julien Sablé devrait donc prendre en charge le déroulé des séances d'entraînement



● Julien Sablé va assurer l'intérim avec les Verts.

©Maxppp

et notamment celle prévue, à huis-clos, ce mardi à 10h30. Enfin à noter que Jean-François Soucasse, le président exécutif, Loïc Perrin, le nouveau coordinateur sportif et Samuel Rustem, le directeur

général adjoint des activités sportives, seront quant à eux chargés de statuer sur le futur entraîneur qui dirigera l'AS Saint-Étienne.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



LE CADEAU **TM**Money AVANT LES FÊTES !



Exemple de frais de retrait en CFA

Montant	Ancien tarif	Nouveau tarif
1 000 F	150 F	8 F
5 000 F	150 F	40 F
15.000 F	450 F	120 F
50.000 F	900 F	400 F
100.000 F	1 800 F	800 F
200.000 F	3 600 F	1600 F

Distributeur Officiel BTCL en Mobile Money

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

Promo valable jusqu'au 31 décembre 2021

togocom.tg

